EU · Canada : 2 modèles culturels opposés ?

TR 156 – Partie 1

LE CANADA REVENDIQUE L'EXCEPTION MULTICULTURELLE

Alors que partout les frontières se ferment, le Canada apparaît comme le dernier pays où le rêve américain peut encore se réaliser. Bien qu'il soit parfois controversé, le multiculturalisme est devenu une valeur nationale.

ANNE GUION
Journaliste à *La Vie*.

La statue de la Liberté a changé de couvre-chef. Elle porte désormais une couronne de feuilles d'érable ! Ainsi relooké, le monument faisait la une de l'hebdomadaire anglais *The Economist* en octobre 2016 avec ce titre : « La Liberté déménage au nord ». À l'époque, Donald Trump n'est pas encore président des États-Unis, mais déjà le Canada détonne. Alors qu'ailleurs l'époque est aux bâtisseurs de murs et aux claqueurs de portes, le pays semble être le dernier endroit où les migrants sont les bienvenus. *« À ceux qui fuient la persécution, la terreur et la guerre, sachez que le Canada vous accueillera indépendamment de votre foi »*, twittait son Premier ministre Justin Trudeau, en réponse à la publication en janvier 2017 du décret anti-immigration de Donald Trump visant les ressortissants de sept pays majoritairement musulmans. Au 31 juillet 2017, le Canada avait déjà accueilli 48 000 réfugiés syriens fuyant la guerre.

Étonnant, vu de France, mais pas tellement nouveau. Car cette attitude d'ouverture s'insère dans un projet d'accueil de plus grande ampleur : le multiculturalisme théorisé par un certain… Pierre Elliott Trudeau, père du Premier ministre actuel. Lors de sa mise en place en 1971, cette politique ne tombe pas du ciel : il s'agit alors de faire face à la menace séparatiste que représente le Québec, mais aussi aux revendications de ceux qui, issus de l'immigration, se sentent exclus du processus de construction nationale. *« La société canadienne est marquée, depuis ses débuts, par un fort dualisme hérité de l'histoire coloniale et du rapport de force entre les puissances qui, depuis le XVIIIe siècle, a déterminé l'établissement successif des populations,* explique la sociologue Hélène Bertheleu dans un article de la revue *Sociétés contemporaines. Au-delà de la diversité dite "ethnique", c'est toute l'organisation sociale canadienne qui fut profondément structurée par la coexistence des groupes distincts, issus de la double colonisation française puis britannique, mais aussi des minorités amérindiennes autochtones puis des flux migratoires »* (voir page 112).

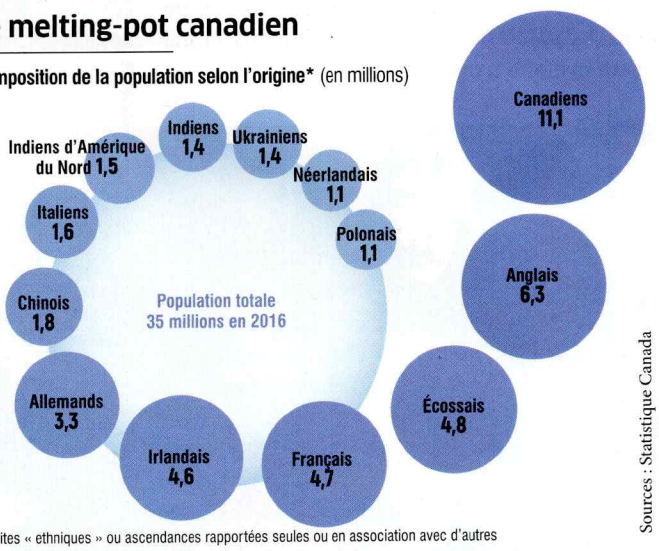
D'abord focalisée sur la reconnaissance des langues et le respect des cultures, la politique multiculturelle canadienne se concentre depuis la fin des années 1980 sur la lutte contre le racisme et les discriminations notamment autour de l'obligation juridique des « accommodements raisonnables ». Concrètement, cela veut dire que, dans une entreprise, par exemple, un PDG est obligé d'accorder un traitement différent (comme des horaires aménagés) à un employé qui dit subir une discrimination en raison de sa religion, de son âge ou de son handicap. À une condition : que cela ne constitue pas une menace pour la sécurité ou une atteinte aux droits des autres employés.

Un objectif démographique

Aujourd'hui, c'est aussi par pragmatisme que Trudeau fils perpétue et développe cet héritage familial : l'immigration dope la démographie et l'économie de ce vaste pays où la densité de population n'est que de 3,7 habitants par km² (contre 116 en France). Objectif : atteindre les 100 millions

Le melting-pot canadien

Composition de la population selon l'origine* (en millions)



*Origines dites « ethniques » ou ascendances rapportées seules ou en association avec d'autres

Sources : Statistique Canada
© LA VIE/LE MONDE

Chronologie

1969 Loi instituant l'anglais et le français comme langues officielles.

1971 Établissement officiel de la politique du multiculturalisme.

1988 Adoption de la loi sur le multiculturalisme par la Chambre des communes.

2002 Proclamation de la date annuelle du 27 juin comme Journée canadienne du multiculturalisme.

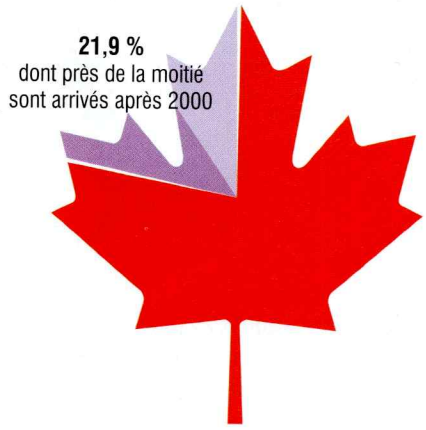
2015 Accession de Justin Trudeau aux fonctions de Premier ministre du Canada.

Source : Le Monde de la Vie, 2018

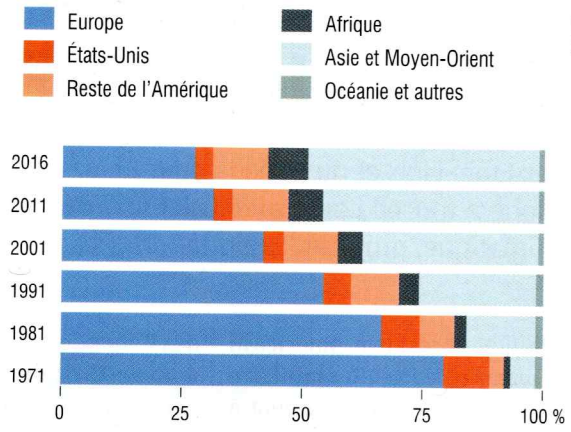
Un pays d'accueil

Au Canada, plus d'une personne sur cinq est née à l'étranger

Part de la population née à l'étranger en 2016



Aujourd'hui les immigrants viennent principalement d'Asie et du Moyen-Orient



La population née à l'étranger ou population immigrante désigne les personnes qui sont, ou ont été, des immigrants reçus ou des résidents permanents au Canada.

Sources : Statistique Canada
© LA VIE/LE MONDE

d'habitants (contre près de 36 millions aujourd'hui) à la fin du siècle. Cela ne veut pas dire que les portes sont grandes ouvertes : les migrants sont sélectionnés selon les besoins en compétences du pays. La pratique du multiculturalisme canadien ne se fait pourtant pas sans friction. Certains jugements de la Cour suprême canadienne concernant des « accommodements raisonnables » ont ainsi par le passé été âprement discutés : comme lorsque celle-ci a donné raison à une jeune femme qui s'était présentée à une cérémonie de citoyenneté (l'événement qui marque l'obtention de la citoyenneté canadienne) le visage couvert par un niqab. Ou encore lorsqu'en 2006 les tribunaux ont autorisé un jeune sikh à se rendre à l'école avec un kirpan, un poignard traditionnel. Deux exemples, surexploités médiatiquement, qui ont fait monter l'agacement. À l'automne 2015, juste avant les élections, le Premier ministre conservateur Stephen Harper avait ainsi surfé sur la grogne en ouvrant une ligne téléphonique où les Canadiens pouvaient dénoncer « les pratiques culturelles barbares ».

Des réticences surtout au Québec

Mais c'est surtout au Québec, où le multiculturalisme du gouvernement fédéral est parfois perçu comme une manière de diluer l'identité québécoise, que les critiques sont les plus fortes. Pour certains observateurs comme le sociologue québécois Mathieu Bock-Côté, les Canadiens sont allés trop loin. Ils font trop d'efforts pour s'adapter aux nouveaux venus. La colère s'exprime notamment sur les ondes des radios-poubelles, s'inspirant des *trash radios* américaines, dont les animateurs dérapent régulièrement en visant principalement les musulmans. Un climat délétère qui a sans doute favorisé le passage à l'acte d'Alexandre Bissonnette. Ce jeune homme de 27 ans, proche des milieux d'extrême droite, a ouvert le feu, le 29 janvier 2017, dans le Centre culturel islamique de Québec et tué six personnes.

Le Canada multiculturel peut-il constituer un modèle pour d'autres pays ? Non, pour François Rocher, professeur à l'École d'études politiques de l'université d'Ottawa, pour qui *« la signification du multiculturalisme n'a de sens que dans les contextes canadien ou québécois. Cette approche qui a un ancrage historique particulier est interprétée par les acteurs politiques et sociaux dans le cadre de débats qui n'appartiennent qu'à ces sociétés ».*

Justin Trudeau, quant à lui, n'hésite pas à parler de son pays comme « du premier État postnational ». Mais peut-on faire peuple sans une identité commune ? À cette question, l'une des plus célèbres écrivaines canadiennes, Mavis Gallant, a répondu il y a quelques années par cette pirouette : *« Est canadien tout individu ayant de bonnes raisons de penser qu'il en est un. »* Le fait est que, peu à peu, le multiculturalisme s'est inscrit dans la mentalité nationale comme une valeur partagée, créant de facto une identité spécifique : une « canadianité » faite d'ouverture et de respect de la diversité. Le pays est devenu dans l'imaginaire collectif un lieu où tout est possible pour celui qui désire prendre un nouveau départ, quelles que soient son origine ou sa religion. Exactement ce que furent les États-unis pour les migrants qui, au début du XXe siècle, en arrivant dans le port de New York, apercevaient la statue de la Liberté. ■

Alors que Donald Trump interdisait en janvier 2017 l'entrée aux États-Unis de ressortissants de pays musulmans, Justin Trudeau, le Premier ministre canadien twittait : *« À ceux qui fuient la persécution, la terreur et la guerre, sachez que le Canada vous accueillera indépendamment de votre foi. La diversité fait notre force. »*



BLAIR GABLE/REUTERS

Partie 2 : TR 156

EU - Canada : 2 modèles culturels opposés

LA TENSION INTERRACIALE SE RAVIVE AUX ÉTATS-UNIS

L'arrivée au pouvoir de Donald Trump, soutenu massivement par les Blancs et les suprémacistes, semble ramener l'Amérique à l'heure de la discrimination. La présidence d'Obama n'a donc pas tout résolu.

HENRIK LINDELL
Journaliste à *La Vie*.

Dès les débuts de sa campagne pour l'élection présidentielle en 2016, il était clair que Donald Trump allait exacerber les rapports entre Blancs, Noirs, Hispaniques et Asiatiques. Peu d'hommes politiques ont autant exploité les ressentiments des Blancs des classes moyennes s'estimant perdants par rapport aux Noirs ou à d'autres groupes durant la présidence d'Obama. En effet, un an après la prise de fonction de Trump, le 20 janvier 2017, les tensions interraciales sont à nouveau fortes, à l'instar des autres clivages sociaux, alors que l'économie américaine affiche plutôt des signes positifs. Certaines manifestations et certains faits divers – dont des crimes racistes – évoquent même l'ambiance qui régnait à l'époque du mouvement des droits civiques contre la discrimination raciale dans les années 1960, alors que le contexte est très différent.

Une dénonciation timide des violences

Ainsi le 12 août 2017, à Charlottesville (Virginie), des suprémacistes blancs ont organisé leur plus grand rassemblement depuis des années – ils étaient plusieurs centaines – en vue d'« unir la droite ». En face, une importante contre-manifestation a réuni plusieurs milliers d'antiracistes. Beaucoup avaient été mobilisés par le nouveau réseau militant Black Lives Matter (« Les vies noires comptent »), dont l'objectif affiché est de reconstruire le mouvement historique de la libération des Noirs. Lors des inévitables affrontements à Charlottesville, un jeune suprémaciste de 20 ans a foncé en voiture dans la foule et tué une militante de 32 ans, Heather Heyer, du camp opposé. Face à ce drame, Donald Trump s'est d'abord contenté de condamner les violences « des deux côtés », renvoyant dos à dos racistes et antiracistes. Une intervention minimaliste et terriblement ambiguë qui a suscité une vague de protestations, y compris au sein des rangs républicains et à l'étranger. Le président a alors décidé de condamner explicitement le racisme, mais tout en relativisant la gravité du suprémacisme. Son attitude a été massivement jugée complaisante par la presse vis-à-vis du mouvement de l'Alt-Right (l'extrême droite américaine) et du Ku Klux Klan. De fait, les leaders de l'Alt-Right avaient soutenu Donald Trump face à Hillary Clinton. Plus généralement, pas moins de 67 % des Blancs des classes populaires et moyennes, hommes et femmes confondus, avaient voté pour lui.

Ces rassemblements racistes et antiracistes ne sont pas nouveaux. Ils reflètent des blessures mal cicatrisées que l'on ne peut attribuer à Donald Trump seul. L'Amérique d'aujourd'hui est un pays profondément marqué par des inégalités sociales et ethniques qui se creusent. Celles-ci concernent particulièrement les 13 % de Noirs que compte le pays. À titre d'exemple, en 2015, le revenu moyen des « ménages noirs » (une notion typique pour un pays où la mixité fait partie de l'exception) était de 44 000 $, contre 72 000 $ pour les « ménages blancs » (source : Pew Research Center). Si on prend le patrimoine, la différence est encore plus éloquente : en 2013, les ménages blancs avaient, en moyenne, un patrimoine de 144 000 $, contre seulement 11 200 $ pour les ménages noirs, soit treize fois moins pour ces derniers ! Les Afro-Américains sont par ailleurs surreprésentés dans les prisons, chez les bénéficiaires des aides sociales publiques et chez les plus pauvres. Si on les compare aux autres groupes ethniques, ils sont de loin le groupe le plus défavorisé. Les huit ans de Barack Obama au pouvoir (2009-2017) n'ont pas apporté les améliorations attendues, même si le premier président noir a réduit certains déséquilibres. Il a notamment permis l'accès à une assurance santé pour près de 15 millions d'Américains pauvres parmi lesquels se trouvent de nombreux Noirs.

Dans ce contexte, beaucoup de mouvements afro-américains et d'intellectuels estiment que la lutte doit être menée sur le plan culturel. Les affrontements à Charlottesville avaient pour cause la décision de la municipalité de déboulonner une statue de Robert Edward Lee, le commandant en chef le plus connu des armées des États confédérés esclavagistes lors de la guerre de Sécession

Chronologie

008 Élection de Barack bama. Premier président oir des États-Unis.

2013 Naissance du mouvement Black Lives Matter après l'acquittement de l'assassin d'un jeune Noir.

2014 Émeutes à Ferguson (Missouri) après la mort d'un jeune Noir tué par un policier.

2016 Émeutes à Charlotte (Caroline du Nord) après la mort d'un Noir tué par un policier.

2017 Mort d'une militante antiraciste à Charlottesville (Virginie), tuée par un suprémaciste.



La manifestation organisée par des groupes d'extrême droite en août 2017 à Charlottesville, pour protester contre le projet de retrait d'une statue du général confédéré Robert Edward Lee, a donné lieu à une contre-manifestation antiraciste. Des heurts entre les camps ont causé un mort et une vingtaine de blessés.

(1861-1865). De nombreux monuments sudistes ont été supprimés en 2017, suscitant l'ire de beaucoup d'Américains et pas uniquement des racistes. Cet enjeu mémoriel avait d'abord été soulevé par des organisations noires comme Black Lives Matter, mais aussi par la gauche opposée à Trump et une grande partie de l'élite culturelle et intellectuelle face à la multiplication des attaques racistes et des violences policières à l'égard des Noirs. Les dernières années de la présidence d'Obama avaient en effet été marquées par des explosions de violence sur fond de misère. Après les émeutes raciales en 2014 et en 2015 à Ferguson (Missouri), après la mort d'un jeune Noir de 18 ans tué par la police, la ville de Charlotte (Caroline du Nord) a connu quelques journées quasi insurrectionnelles en 2016, après qu'un Noir avait été abattu par la police dans des circonstances qui n'ont pas été élucidées.

Le résultat d'un marasme économique

À ces bavures policières à répétition, que l'on pourrait qualifier de racistes (statistiquement, un jeune Noir a cinq fois plus de risques qu'un jeune Blanc d'être tué par la police), faut-il répondre par la suppression des symboles qui représentent les États du Sud, où la ségrégation raciale fut pratiquée plus longtemps ? Ne risque-t-on pas au contraire d'aggraver les tensions, puisqu'on oppose des mémoires et donc des identités ? La question fait débat parmi ceux qui s'y intéressent. *« La mémoire des 11 États du Sud semble exclure celle des Noirs. Difficile pour eux, en tout cas, de faire preuve de sympathie à l'égard des statues de généraux sudistes qui ont voulu les maintenir en esclavage et de rester indifférents face à ceux qui, comme Trump, cultivent une sorte de nostalgie d'une Amérique blanche*, explique le spécialiste de l'histoire américaine Lauric Henneton, maître de conférences à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et auteur de *la Fin du rêve américain ?* (Odile Jacob, 2017). *Or toute la mémoire sudiste ne peut être réduite à la question de l'esclavage. Celle-ci n'était même pas à l'origine de la guerre civile, dont les causes étaient surtout économiques. Et tous ceux qui s'identifient au Sud ne peuvent être considérés comme des racistes par définition. Certains sont des Blancs des classes populaires qui se réfugient d'une façon victimaire dans des valeurs "traditionnelles". Chez eux aussi, il y a une souffrance, liée notamment à un déclassement social. Puisque le problème est d'abord économique et concerne tout le monde, on peut s'interroger sur la pertinence des luttes mémorielles. »*

Tout le monde est effectivement d'accord sur une chose : la persistance de la question noire est d'abord liée au marasme économique qui touche les classes moyennes et populaires depuis les années 1980. Comme le rappelle Lauric Henneton, *« la société américaine semble de plus en plus figée sur le plan social. Les revenus n'augmentent pas depuis 40 ans. Pour les classes moyennes, il y a plus de destruction que de progression. C'est surtout ce problème-là qui produit le type de ressentiment parfois raciste que Donald Trump a su exploiter ».* ■